

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 Roche sur yon
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 04 Janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MICHELIN

ZI de Sainte-Anne
Route de Nantes
85000 LA ROCHE SUR YON

Références : D 22.0563

Code AIOT : 0006300878

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2022 dans l'établissement MICHELIN implanté ZI de Sainte-Anne Route de Nantes 85000 LA ROCHE SUR YON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MICHELIN
- ZI de Sainte-Anne Route de Nantes 85000 LA ROCHE SUR YON
- Code AIOT : 0006300878
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MICHELIN exploitait une usine de fabrication de pneumatique sur la commune de La Roche sur Yon. Elle bénéficiait d'un arrêté préfectoral du 09/02/1999, mais était en exploitation depuis 1972. Elle occupait les parcelles n°2 à 6 de la section ES, et détenait également des parcelles juste autour pour des maisons d'habitation.

Le site ayant cessé ses activités, le contrôle avait pour but de vérifier la réalisation des travaux de mise en sécurité et dépollution effectués dans le cadre de la cessation définitive.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- - examen des documents de cessation d'activité
- - visite finale de récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 1 | Déclaration est mise à l'arrêt définitif | Code de l'environnement du 23/03/2021, article R512-39-1 | / | Sans objet |
| 2 | Cessation – usage futur | Code de l'environnement du 26/03/2021, article R512-39-2 | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------------------------|--|--|-------------------|
| 3 | Cessation – mémoire de réhabilitation | Code de l'environnement du 26/03/2021, article R512-39-3 | / | Sans objet |
| 4 | Cessation – visite de récolement | Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-39-3-III | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société MICHELIN a engagé le 2 novembre 2020 les démarches de mise à l'arrêt définitif de son site de production de pneumatiques poids lourds à La Roche sur Yon.

Les documents transmis faisant l'analyse historique du site, et proposant un plan de gestion ont permis de définir les travaux nécessaires à un nouvel usage futur. Après ces travaux, l'exploitant a fourni les éléments permettant d'acter la cessation effective du site (synthèse de fin de travaux, éléments justifiant de la non mise à jour de l'ARR prédictive, propositions de restrictions d'usage).

Compte tenu de ces éléments, l'inspection de l'environnement propose au préfet d'acter la cessation d'activité du site pour un usage industriel et tertiaire sous réserve d'anomalies non visibles actuellement ou de désordres, non prévisibles aujourd'hui, inhérents à l'ancienne activité et qui se manifesteraient dans le futur. Le présent rapport vaut procès-verbal de récolement au sens de l'article R.512-39-3.III du code de l'environnement dans les limites de l'emprise de l'établissement. Le procès-verbal ne valant pas quitus, le site concerné devra mettre en œuvre une surveillance quadriennale des eaux souterraines et les restrictions d'usage proposées qui feront l'objet d'un SIS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration est mise à l'arrêt définitif

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/03/2021, article R512-39-1 |
| Thème(s) : Autre, Cessation d'activité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Article R512-39-1 I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3. |
| Constats : La société MICHELIN a notifié le 02/11/2020 au préfet son intention de réaliser la cessation définitive des activités de fabrication de pneumatiques pour son site de La Roche sur Yon, en maintenant une activité partielle pour la chaufferie (classement 2910). Dans un courrier complémentaire du 26/03/2021, elle a précisé que la cessation serait finalement totale. |

| |
|--|
| <p>Avec ces déclarations, l'exploitant a précisé les éléments suivants :</p> <p>- Art. R.512-39-1-1° : Evacuation / élimination des produits dangereux et des déchets ; L'ensemble des produits dangereux non utilisés sur le site ainsi que les déchets ont été évacués, avec traçabilité dans un registre.</p> <p>Les matières premières et semi-finies ont été évacués vers d'autres utilisateurs quand cela était possible. Elles ont suivi les circuits de déchets de fabrication lorsque leur utilisation n'était pas possible. Ces opérations ont été réalisées entre avril et juillet 2020.</p> <p>Les produits finis (pneumatiques) ont été évacués entre avril et septembre 2020 vers les magasins logistiques du groupe pour en assurer la distribution auprès des clients.</p> <p>Le démantèlement des installations est en cours depuis le mois de juin 2020. Certaines machines ont été envoyées vers d'autres sociétés du groupe, une autre partie a été démontée pour mise en déchets. Les déchets liés à ce démantèlement ont été évacués au fur et à mesure.</p> <p>Art. R.512-39-1-2° : Sécurisation du périmètre du site ; L'accès au site est resté contrôlé par une société de gardiennage. Il est limité aux besoins des activités résiduelles sur le site, un grillage périphérique permet d'éviter toute intrusion, des rondes de surveillance sont effectuées à fréquences régulières.</p> <p>Art. R.512-39-1-3° : Suppression des risques d'incendie et d'explosion ; L'ensemble des produits combustibles liés à la fabrication des pneus a été évacué. Les équipements de détection et de protection contre les incendies et les explosions sont restés actifs.</p> <p>- Art. R.512-39-1-4° : Surveillance des effets de l'installation sur son environnement : études de sols en cours de réalisation</p> <p>La visite du 27/09/2022 (et les visites intermédiaires précédentes) a permis de constater que le site avait été nettoyé, et que tous les déchets ou matières premières associées avaient été évacués. Parmi les équipements significatifs, l'inspection a constaté le démontage des anciennes tours aéroréfrigérantes, des anciennes chaudières, et des lignes de presses de cuisson.</p> <p>Les anciennes fosses ayant accueilli des machines de production, cuves d'huiles hydrauliques, et zones de stockage d'essence aliphatique ont été vidées et nettoyées. Certaines zones ont été refermées, d'autres non en fonction des usages pressentis.</p> <p>L'exploitant n'a conservé sur le site que les dispositifs ou matériels pouvant servir dans le cadre de la revitalisation du site. Ces matériels ne sont pas de nature à créer un risque accidentel ou de pollution.</p> <p>En cela, l'inspection a fait le constat de la mise en sécurité du site avec la suppression des risques liés à l'ancienne activité.</p> <p>Observations : Des visites intermédiaires du site ont pu confirmer les points avancés par l'exploitant.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |
|--|

N° 2 : Cessation – usage futur

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/03/2021, article R512-39-2 |
| Thème(s) : Autre, Cessation d'activité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Article R512-39-2</p> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>II. — Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.</p> |

L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.

III. — A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.

IV. — Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et au propriétaire du terrain, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au troisième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage prévu au III avec l'usage futur de la zone tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions de types d'usage pour le site.

V. — Dans un délai de deux mois après réception du mémoire, ou de sa propre initiative dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord prévue au troisième alinéa du II, et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et du propriétaire des terrains, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée selon les critères mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1. Il fixe le ou les types d'usage qui devront être pris en compte par l'exploitant pour déterminer les mesures de remise en état.

Constats : L'exploitant est propriétaire des terrains concernés par la cessation d'activité. Initialement, le site était à usage agricole, sans autre usage intermédiaire (jusqu'à la construction du site vers l'année 1969).

Par courrier en date du 26/03/2021, l'exploitant a transmis pour avis au maire de la commune de La Roche sur Yon les informations concernant l'usage futur du site. À ce courrier, il a joint une étude historique réalisée par Burgeap (Réf : CESILB204319 du 30/07/2020).

Un projet de redynamisation du site est en cours. Son objectif est de développer des activités industrielles, de recherche, de développement et de formation autour de la transition énergétique et des énergies du futur.

La maire n'a formulé aucune observation au bout de trois mois.

Observations : Dans les informations transmises, l'exploitant indique ne pas avoir statué sur l'avenir de la cheminée du site et sur la station d'épuration interne.

Une partie du parking a d'ores et déjà fait l'objet d'une cessation partielle, et accueille maintenant un poste de distribution de GNV et d'hydrogène.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Cessation – mémoire de réhabilitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/03/2021, article R512-39-3

Thème(s) : Autre, Cessation d'activité

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article R512-39-3

I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;

2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;

3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;

4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.

II. — Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.

L'exploitant a fait réaliser un diagnostic environnemental du milieu souterrain, un plan de Gestion comprenant une analyse des risques résiduels (ARR) prédictive (Burgeap - Réf : CESILB204319 du 08/06/2021).

Ce diagnostic s'est appuyé sur 78 sondages de sols entre 0,5 et 8,4 m de profondeur, la pose de 3 piézomètres avec analyses entre juin 2020 et avril 2021, la mise en place de 3 piézairs avec analyses en avril 2021.

Les analyses sur les eaux souterraines montrent l'absence d'impact du site. Les analyses sur les gaz du sol confirment la compatibilité du site avec un usage industriel. L'exploitant a établi un schéma conceptuel et défini un plan de gestion nécessitant des travaux portant sur les terres.

Dans un courrier du 14/01/2022, l'exploitant précise que les niveaux de dépollution annoncés dans le plan de gestion seront moins importants sur des zones localisées incompatibles avec la structure des bâtiments (à défaut de les démolir). Pour justifier la modification de son plan de gestion, l'exploitant a donc transmis un rapport complémentaire réalisé par le cabinet Burgeap (Réf : CESILB220015 du 07/01/2022). L'exploitant s'était engagé à réaliser en fin de travaux une analyse des risques résiduels, et une nouvelle campagne d'analyse de la qualité des eaux souterraines.

L'exploitant a produit un rapport d'analyses portant sur les eaux souterraines (Réf : CESILB222074 du 05/08/2022 – Burgeap). Il conclut que « Les investigations réalisées sur les eaux souterraines en juillet 2022 au droit de PZ1 et PZ3 mettent en évidence une absence d'impact avec la quasi-totalité des teneurs mesurées comme étant inférieures ou proches des limites de quantification du laboratoire. Pour rappel, les campagnes précédentes (juin 2020 et avril 2021) avaient également mis en évidence l'absence d'impact sur les eaux souterraines. »

Un dossier présentant des restrictions d'usage (Rapport n°A117904/version B– 07 juillet 2022) a été transmis le 08/11/2022.

Il détaille les niveaux de dépollution résiduel obtenus après travaux :

Hydrocarbures C5-C10 au droit de l'ancienne cuve à solvant

Les seuils de coupure de la zone ont été déterminés par un bilan massique, conduisant à un seuil de coupure de 220 mg/kg. Ce seuil permet de traiter 71 % de la masse de polluants.

- Hydrocarbures C5-C10 au droit de la station de solvant de type heptane (sondage S29 bis)

Pour cette zone source de pollution en hydrocarbures C5-C10, il a été décidé d'appliquer un seuil de 100 mg/kg en hydrocarbures C5-C10. Ce seuil est plus contraignant que pour la zone de l'ancienne cuve à solvant du fait que la source en question est superficielle.

- Arsenic au droit de l'aire de lavage

Pour cette zone source de pollution en arsenic, il a été décidé d'appliquer un seuil de coupure de 180 mg/kg correspondant à la concentration maximale mesurée en dehors de la zone source de pollution concentrée.

- Hydrocarbures C10-C40

Concernant les hydrocarbures C10-C40 au droit du site, l'approche cartographique du plan de gestion a permis d'identifier 3 zones d'impact assimilables à des zones de pollution concentrée avec un seuil de coupure de 2 500 mg/kg MS, permet d'assurer la compatibilité du site avec l'usage actuel et futur. Toutefois, à la demande de la DREAL, un seuil de coupure à 1 000 mg/kg MS a été fixé dans les zones accessibles et le seuil a été maintenu à 2 500 mg/kg MS pour la zone localisée en sous-sol de l'atelier cuisson du bâtiment 16bis, au vu des contraintes techniques liées au terrassement de terrains.

Le chapitre 9 de ce dossier traite de servitudes d'utilité publique proposées sous forme des restrictions d'usage ou information à porter dans les secteurs d'information des sols. Il préconise :

- * Pour l'utilisation du terrain : L'utilisation du terrain devra toujours être compatible avec l'état environnemental du sol, du sous-sol et de la nappe, notamment les sols en place seront isolés de la surface par des voiries, des dallages de bâtiments ou les terres apportées sur une épaisseur d'au moins 0,3 m dans les zones d'espaces verts.

- * Pour la réalisation de travaux d'aménagements : La réalisation de travaux affectant le sol ou le

sous-sol (notamment affouillements, réalisation d'ouvrages enterrés, pose de canalisations, ...) devra prendre en considération le fait que les sols contiennent des teneurs résiduelles en polluants afin de protéger les intervenants et de limiter la dispersion des polluants résiduels. Notamment, les terres ou autres matériaux qui seraient excavés dans ce cadre et qui ne pourraient pas être réutilisés les parcelles objets des servitudes dans des conditions environnementales satisfaisantes devront faire l'objet d'analyses.

* Pour l'usage des eaux souterraines : Tout usage des eaux souterraines, à l'exception de la réalisation de mesures de surveillance de la qualité des eaux souterraines, sera subordonné à la réalisation préalable, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'origine d'un tel usage, d'études et de mesures garantissant l'absence de tout risque pour la santé et l'environnement en fonction de l'usage prévu, conformément à la réglementation et à la méthodologie applicables.

Sur la base des conclusions des bureaux d'étude, l'inspection propose au préfet d'imposer par arrêté complémentaire une surveillance quadriennale des eaux souterraines au droit des 3 piézomètres présents sur site portant sur le suivi des teneurs en hydrocarbures C5-C10 et C10-C40.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Cessation – visite de récolement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-39-3-III

Thème(s) : Autre, Cessation d'activité

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article R512-39-3

III. — Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

Constats : L'inspection a effectué la visite du site pour examiner la fin des travaux du plan de gestion réalisés sur le site. Aucune observation majeure n'a été relevée à cette occasion.

L'exploitant a fourni :

1) le rapport d'Antéa « dossier de restrictions d'usage en vue de l'institution de SUP après réhabilitation », daté de juillet 2022 qui présente la synthèse du rapport de maîtrise d'oeuvre des travaux de dépollution des sols de mai 2022 (cf tableau 3) et indique que la mise à jour de l'ARR n'est pas nécessaire car il n'y a plus de polluants volatiles ; il recommande cependant la réalisation de campagnes semestrielles d'analyses des eaux souterraines afin d'évaluer le potentiel relargage des sols vers les eaux souterraines à l'issue des travaux.

2) le rapport burgeap du 5 août 2022 indique qu'il n'est pas nécessaire de réaliser de nouvelles investigations dans les eaux souterraines.

Observations : Compte tenu de la recommandation des bureaux d'étude, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en place une surveillance quadriennale au droit du site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet